

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 4 AVRIL 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/219		
CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE ACCORDEE A LA METROPOLE TPM PAR LA VILLE DE SIX-FOURS-LES- PLAGES RELATIVE A UNE PLACE DE PARKING DE L'ESPACE JULES DE GRELING - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/219

BUREAU DU 4 AVRIL 2022

**O B J E T : CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
ACCORDEE A LA METROPOLE TPM PAR LA VILLE DE
SIX-FOURS-LES-PLAGES RELATIVE A UNE PLACE DE
PARKING DE L'ESPACE JULES DE GRELING -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée auprès de la commune de Six-Fours-les-Plages afin d'occuper un emplacement avec un bloc prises électriques,

VU la convention d'occupation temporaire ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole a sollicité la commune de Six-Fours-les-Plages afin d'occuper un emplacement avec un bloc prises électriques dans le parking fermé Jules de Greling aux fins de permettre la recharge des batteries d'un aspirateur de déchets nettoyeur type GLUTTON appartenant à la Métropole pour assurer la propreté du secteur du Brusç,

CONSIDERANT que la commune de Six-Fours-les-Plages a proposé de consentir à la Métropole une place dans le parking Espace Jules de Greling, sis 101 rue des Bondil, Six-Fours-les-Plages, moyennant une redevance annuelle de 400 € pour une durée maximale de cinq ans,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de signer la convention d'occupation temporaire consentie par la commune de Six-Fours-les-Plages.

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'occupation temporaire consentie à la Métropole relative à une place dans le parking Espace Jules de Greling, sis 101 rue des Bondil à Six-Fours-les-Plages moyennant une redevance annuelle de 400 € pour une durée maximale de cinq ans.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération N°61000 article N°6132 - Budget Principal 2022.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 4 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR 14
CONTRE 0
ABSTENTION 0





MAIRIE DE
SIX-FOURS-LES-PLAGES
Service des Affaires Générales
LC/JL

**CONVENTION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE ACCORDEE A LA
METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE DANS LE PARKING
ESPACE JULES DE GRELING
101 RUE MARIUS BONDIL
83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur HUBERT FALCO, agissant en vertu de.....
Ci-après dénommée « La Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

D'AUTRE PART,

ET

La « Commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES » représentée par par Monsieur Jean-Sébastien VIALATTE, Député-Honoraire, Maire de SIX FOURS LES PLAGES, Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en vertu de la délibération N°.....

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole a sollicité la Commune afin d'occuper un emplacement avec un bloc prises électriques dans le Parking fermé Jules de Greling aux fins de permettre la recharge des batteries d'un aspirateur de déchets nettoyeur type GLUTTON appartenant à la Métropole pour assurer la propreté du secteur du Brusc.

Il est convenu ce qui suit,

ARTICLE 1 – NATURE DE L'AUTORISATION :

L'autorisation d'occupation accordée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée est placée sous le régime des autorisations d'occupation temporaire du domaine public. Elle est non constitutive de droits réels. Elle est régie par les règles de droit administratif applicables au domaine public des Collectivités Publiques, à l'exclusion de toute autre législation applicable en matière de locaux professionnels ou commerciaux.

Cette convention ne saurait conférer au Bénéficiaire aucun droit au maintien dans les lieux.

ARTICLE 2 – OBJET DE L'AUTORISATION :

La « Métropole » est autorisée à occuper au sein du parking aérien fermé Espace Jules de Greling sis 101 rue Marius Bondil, 83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES et conformément au plan ci-joint un emplacement de stationnement avec prise électrique afin de recharger les batteries de leur matériel de nettoyage.

La présente autorisation d'occupation est accordée à titre strictement personnel.

L'occupant ne pourrait également, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire du local mis à disposition à une personne morale de droit public et privé, ou à une personne physique. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception de la Commune, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnité.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente autorisation est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la signature de la présente convention, renouvelable tacitement annuellement et ne pouvant excéder 5 ans.

Toute demande de renouvellement d'autorisation devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à **Monsieur Jean-Sébastien VIALATTE**, Député-Honoraire, Maire de SIX FOURS LES PLAGES, Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le renouvellement de l'autorisation sera à la discrétion de la Commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES qui pourra le refuser sans motif.

ARTICLE 4 – REDEVANCES ET CLAUSES FINANCIÈRES :

Calcul et montant de la redevance :

L'occupant versera une redevance annuelle, représentant le coût annuel des charges.

La redevance d'occupation 2022 est fixée à 400€.

Modalités de paiement :

L'occupant acquittera la redevance auprès de la Trésorerie de Saint Cyr, à réception de l'avis des sommes à payer.

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul des intérêts.

ARTICLE 5 : Obligations de la Commune

La Commune s'engage à installer un bloc prises électriques et fournir une clé pour accéder à l'emplacement.

ARTICLE 6- OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

Obligations Générales :

L'occupant s'engage à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son occupation.

L'occupant se conformera strictement aux lois et règlements, notamment :

- d'ordre général, mesures et consignes de police générale ou spéciale permanentes et occasionnelles en vigueur dans le parking.
- sur la sécurité des installations électriques,
- ainsi qu'à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de la Commune.

Entretien et réparation :

L'occupant répondra de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit de tiers. Il pourra être contraint par la Commune à effectuer tous travaux de remise en état nécessaires.

Conditions d'accès :

L'accès au parking au moyen d'une clé fournie par la commune au Service Environnement Propreté de la Métropole.

ARTICLE 6 : JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX

L'occupant prend les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux et déclare n'avoir aucune observation à formuler à cet égard.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...) Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Commune.

ARTICLE 7 : ASSURANCES**Indemnisation**

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la commune ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La commune ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols ou détournements dont l'occupant pourrait être victime dans un espace loué.

L'occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison :

- de l'état des dépendances et installations du domaine public, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sur les locaux. L'occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au mois avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire, d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

ARTICLE 8 : CESSATION D'OCCUPATION, RESILIATION, RETRAIT DE L'AUTORISATION

La cessation d'occupation pour quelque motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Commune. La redevance pour occupation (hors retrait pour intérêt public) reste due par l'occupant en son intégralité pour l'année entamée.

La cessation d'occupation intervient au terme normal de l'autorisation consentie sans renouvellement.

Elle peut également intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties dans les conditions suivantes :

Résiliation à la demande du bénéficiaire :

Sur demande du bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Commune sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

Retrait pour cause d'intérêt général :

Par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée par la Commune à l'occupant avec un préavis d'un mois. Dans ce cas de figure, le montant de la redevance sera calculé au prorata-temporis d'occupation.

ARTICLE 9 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'extension de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les parties.

ARTICLE 11 : ANNEXE

- Plan de localisation.

Fait à Toulon, le

Jean-Sébastien VIALATTE
Député Honoraire
Maire de SIX-FOURS-LES-PLAGES
Vice Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



